

- Le déficit fédéral a été maîtrisé, et de nouveaux progrès sont attendus en raison des mesures d'austérité prévues dans notre récent budget.
- La politique de la concurrence a été modernisée pour contrer plus efficacement le comportement anticoncurrentiel mais également pour tenir compte de la nature toujours plus globale du milieu dans lequel nous devons opérer.
- D'importantes réformes ont été introduites pour permettre l'intégration des services financiers et pour libéraliser les règles de propriété étrangère applicables aux investisseurs. Par exemple, les institutions étrangères peuvent maintenant acquérir des maisons de courtage canadiennes. Et de nouvelles réformes sont prévues pour rendre nos services financiers davantage concurrentiels au plan international.
- Les grandes privatisations ont touché la Corporation de développement du Canada, de Havilland Aircraft, Canadair, les Arsenaux canadiens, Téléglobe et Fisheries Products International, et le processus de privatisation d'Air Canada se poursuit.
- Les anciennes politiques restreignant l'investissement étranger ont été abandonnées. L'Agence d'examen de l'investissement étranger a été remplacée par Investissement Canada, qui a pour mandat d'accroître l'investissement étranger au Canada.
- Et nous avons suivi une politique de valorisation du commerce, premièrement en élaborant une stratégie de négociations commerciales au plan multilatéral sous l'égide du GATT et au plan bilatéral avec les États-Unis, et deuxièmement en développant les nouvelles possibilités de croissance, surtout en Europe et dans les pays de la bordure du Pacifique.

Nombre de défis attendent le Canada et les autres grandes nations commerçantes. La réduction des déficits budgétaires est par exemple une priorité pour plusieurs d'entre nous alors que le problème des forts excédents des comptes commerciaux de certains de nos partenaires ne peut être ignoré.

Il faudra aussi que les grands partenaires commerciaux coopèrent et concertent leurs efforts pour régler le problème d'endettement des pays en développement à revenu moyen et pour faire réussir le Cycle de négociations engagé au GATT, surtout en ce qui touche l'agriculture et la propriété intellectuelle.